



LE MAILLON DECHAINÉ

N° 65 - 6 juin - 2019

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



Gazette révolutionnaire des usines Ford Blanquefort - **GFT**

Face aux attaques du capital et des forces réactionnaires, Défendons nos intérêts de classe !

La semaine dernière, juste après les élections européennes, General Electric annonçait 1044 suppressions d'emplois à Belfort. L'ancienne usine Whirlpool, devenue WN, était mise en redressement judiciaire, 200 salariés sont menacés. Ces annonces s'ajoutent aux 3000 suppressions d'emplois à Carrefour, 800 à Castorama, 723 à Auchan, 1600 à la Société générale, 1000 à PSA à Mulhouse et ici à la fermeture de Ford avec près de 900 salariés mis à la porte.

Le patronat mène cette guerre de classe pour continuer à augmenter ses profits dans un capitalisme en crise. Les inégalités n'ont jamais été aussi grandes en France. L'Observatoire des inégalités vient de montrer que les 10% de la population les plus riches gagnent en moyenne 7 fois plus que les 10% les plus pauvres, avec un écart qui se creuse de plus en plus. Les 10% les plus riches possèdent la moitié de toutes les richesses du pays. Plus de 8,8 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté de 1026 euros mensuel.

Et la politique de Macron, après celles de Hollande et Sarkozy, ne fait qu'aggraver la situation. Il multiplie les cadeaux aux riches et aux entreprises, et il favorise la précarité, le gel des salaires, les licenciements, et supprime des milliers d'emplois dans la fonction publique.

C'est bien le résultat de ces politiques menées ces quarante dernières années contre les classes populaires et l'incapacité des organisations syndicales d'organiser la riposte, qui ont fait le jeu de Le Pen et qui lui ont permis d'arriver en tête des élections européennes devant Macron.

Macron, sa politique, son arrogance, la répression policière alimentent la propagande des démagogues de l'extrême droite prêts à tout pour accéder au pouvoir. Le Pen a gagné mais en donnant des gages aux classes dominantes, en dévoyant une partie du mécontentement populaire sur le terrain du racisme et du chauvinisme. Et face aux licenciements, Le Pen n'a rien à dire, si ce n'est que « *l'Etat doit jouer son rôle de stratège et protecteur* »...

Derrière ce prétendu volontarisme, ce ne sont que des

phrases creuses qui soulignent qu'elle aussi, comme Macron, ne fera rien contre la finance et les multinationales.

Les candidats de Lutte Ouvrière, pour lesquels le NPA avait appelé à voter, les seuls candidats du monde du travail, portant les idées internationalistes n'ont malheureusement recueilli que peu de voix : c'est pourtant en prenant son sort en main, par les mobilisations, que le monde du travail se fera entendre.

Face au déferlement réactionnaire, affirmons les intérêts du monde du travail

Macron l'a déjà annoncé : il poursuivra sa politique, avec d'autant plus de brutalité qu'il est en position de faiblesse. Baisse d'allocations chômage, baisse des pensions retraite, baisse des dépenses publiques : le gouvernement poursuit ses attaques, en prétextant que les caisses sont vides, alors même que depuis des années les grandes entreprises voient leurs cotisations sociales baisser pour augmenter leurs profits.

Depuis plus de 6 mois, le mouvement des Gilets Jaunes met sur la place publique l'idée de la nécessaire répartition des richesses, dénonce l'injustice qui veut que les plus riches bénéficient d'exonérations fiscales, alors que les plus pauvres paient l'impôt le plus injuste : la taxe sur les produits de première nécessité.

Encouragé par ce mouvement, la mobilisation des salariés des Urgences hospitalières s'amplifie, par la grève, contre une situation dramatique et intenable dans les hôpitaux. Ils dénoncent les attentes trop longues aux Urgences, le manque de personnel et les bas salaires. Dans l'éducation, la contestation se poursuit, notamment à Toulouse et dans des établissements de région parisienne. L'appel à faire grève pour les surveillances du bac se discute de plus en plus largement.

La colère grandit. Les luttes en cours montrent la voie à suivre, reprendre confiance dans notre force collective de travailleurs, faire entendre la révolte, s'organiser pour imposer nos revendications, nos droits, pour que les richesses de la société servent aux travailleurs, à la jeunesse, aux classes populaires.

Pour nous contacter :

contact@npa33.org - www.npa33.org - www.npa2009.org - 07 83 64 43 49



Vision Ford ?

Mais où va Ford ? Go no further !

Pas très loin en effet, quand on voit le nombre d'usine qui ferme ou de salariés qui seront virés d'après la presse spécialisée. Au fil des mois, la FMC dévoile l'étendue de son plan mondial de restructuration et de licenciements. La dernière annonce fin mai parle de 7 000 suppressions d'emplois. Aux USA, 2 300 salariés sont concernés. 500 d'entre eux viennent d'apprendre par mail que Ford leur laisse quand même une semaine pour faire leurs cartons. Le patron Jim Hackett a déclaré « *Ford est une entreprise familiale. Dire au revoir est difficile et émouvant* ». Difficile de faire plus cynique.

Et pour nous, à quoi s'attendre avec les joint-ventures Ford / Getrag Magna ? Il paraît que nous en serons plus au prochain CE européen qui va se tenir le 18 juin 2019. Pour l'instant, silence gêné côté direction. Ce n'est pas bon signe.

Tout va bien ?

Il n'y a pas si longtemps, il y avait plus de 300 collègues intérimaires à GFT. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 167, soit presque la moitié. Comment peut-on dire que tout va bien, comme le laisse croire la direction, alors qu'en même temps, elle utilise des travailleurs précaires, qu'elle souhaiterait corvéables à merci, en leur imposant rupture de contrat, changement d'équipe, délai de prévenance...

Ce qui rappelle notre sort, même quand on a un CDI. Le management cherche à flexibiliser à l'extrême tout le monde... et ce n'est pas le CDI qui nous protège. C'est vraiment rassurant pour la pérennité de l'usine !

Astreinte !

Sur GFT, la direction a trouvé un nouveau moyen de nous obliger à travailler plus. Comme si le travail de la semaine ne suffisait pas, il faut en plus de nos horaires s'attendre (pour certains d'entre nous) à pister le téléphone... ne pas partir loin en weekend ne pas faire la fête, car à tout moment GFT peut avoir besoin de nous.

Il faut être à la disposition du patron, même à la maison. Si c'était pour sauver la vie de personnes ou même d'animaux, voire pour un danger, ce serait compréhensible... mais on fabrique des boîtes de vitesses, ça peut attendre ! Nos vies valent plus que leur profit.

Chaine MX65, il y aurait un truc d'oublié ?

Nous avons vu le démarrage homérique de la Mx65... où il manquait des éléments pour bien fonctionner... La direction en porte la responsabilité, que ce soit à cause du budget « low cost » du projet, ou du temps restreint pour son élaboration.

Du coup, les conditions de travail ne sont pas au rendez-vous, à commencer par le manque de postes adaptés aux salariés en situation de handicap, en réserve temporaire, ou bien plus longue. Un comble quand la société communique sur le « duoday » censé « réconcilier emploi & handicap » !!!

Par contre, ce qu'elle n'a pas oublié, c'est la pression pour faire des gains de productivité sur cette chaîne...

« Droit de propriété inviolable et sacré » ...

Ce sont les paroles de l'avocate de FAI à l'audience du mardi 4 juin, pour défendre la propriété privée, celle des patrons, celle de Ford, de licencier et de fermer l'usine. C'était d'ailleurs son principal argument, avec les « *nécessités de la production* », les « *évolutions du marché* » et le fait que « *les offres de reprise n'étaient pas viables* »... Et elle a trouvé l'appui de l'avocat de Punch qui a répété, avec « *douleur et regrets* », que Punch n'était plus repreneur...

Nous étions nombreux, sans doute plus de cent, devant le Tribunal d'instance, dont de nombreux soutiens militants, pour contester ce « droit » à licencier, y compris sur le terrain juridique, même si on sait que la justice n'est pas du côté des salariés. On le voit bien depuis des mois avec les milliers de gilets jaunes condamnés par ces mêmes tribunaux. Nous le voyons aussi avec les plans de licenciements qui se succèdent et que la justice laisse faire.

Les patrons ne s'étaient pas déplacés, les salariés n'ont pas eu droit à la parole, et les avocats rivalisent d'arguments juridiques... c'est comme ça que cette « justice » règle notre sort. La Justice et la République jouent la comédie du « droit » et du respect des « droits de l'homme » ... mais ce qu'elles défendent avant tout, c'est la propriété privée des patrons. Le délibéré sera rendu le 2 juillet.

La défense de l'emploi c'est notre affaire...

Les annonces de suppressions d'emplois ne cessent pas. General Electric à Belfort, moins 1044 emplois. Dans la distribution, Castorama va supprimer près de 800 emplois, à Auchan 700 salariés sont menacés, à Carrefour 3 000 et le groupe Rally qui possède Casino croule sous les dettes. Dans l'industrie, c'est la même logique Ford, Bosch, PSA, British Steel, le repreneur d'Ascoval, vient d'être déclaré en faillite un an après son rachat.

Ce n'est pas Macron avec son « pacte productif » qu'il vient d'annoncer, promettant le plein emploi pour 2025 qui mettra fin à cette hémorragie. Macron et son gouvernement comme ses prédécesseurs ne sont que les exécuteurs de basses œuvres des actionnaires des multinationales financières et industrielles qui contrôlent réellement l'économie.

La lutte pour l'emploi, contre les licenciements est un combat social et politique, qui ne peut rien attendre des partis de gouvernement. Lutter pour l'interdiction des licenciements, pour la répartition du travail entre toutes et tous, avec la garantie d'un salaire décent, c'est remettre en cause la mécanique qui règne sur ce système économique. C'est remettre en cause le droit d'une minorité à décider de qui peut travailler ou pas, vivre dignement ou pas.

C'est notre affaire à tous. Le mécontentement est légitime. C'est à nous de prendre nos affaires en main. Les gilets jaunes ont ouvert la voie, la lutte, c'est notre meilleure garantie pour notre avenir.